

Tous les mercredis, jeudis et vendredis de chaque semaine de 13 septembre au 13 octobre, nous marcherons.

Nous traverserons des communes de Wallonie et de Bruxelles afin d'y rencontrer élus politiques, représentants des CPAS, responsables d'associations et citoyens de tous horizons.

Nous marcherons pour échanger nos points de vue et défendre nos convictions à propos de ce que l'on appelle « le service communautaire ».

Nos convictions sont simples : ce « service communautaire » est une indignité qui conduit à la prestation gratuite d'heures de travail en échange d'allocations sociales et constitue dès lors une concurrence déloyale avec le travail salarié.

Ce « service communautaire » fait partie des dispositions prises par Willy Borsus lorsqu'il était ministre fédéral et qu'il avait mis sur pied une vaste réforme des relations entre les CPAS et les citoyens qui ont besoin, pour une période plus ou moins longue, du soutien de la collectivité communale. Parmi ces réformes figure ce « service communautaire ».

La loi précise que ce service communautaire n'est pas obligatoire. Pourtant, beaucoup de CPAS le proposent à leurs usagers. En faisant cela, ils créent les conditions d'un abaissement de la norme et d'un recul social qui ne mèneront jamais à un emploi stable et menaceront d'autres statuts et d'autres métiers. Le vôtre, demain ?

Plusieurs CPAS ont déjà décidé de ne pas mettre en route ce « service communautaire ». Un grand nombre d'associations ont décidé de ne pas accueillir des allocataires soumis à ce « service communautaire ».

Au fil de notre route, nous dirons pourtant que le volontariat, le service aux autres, la solidarité sont des choses essentielles et que nous les encourageons. Mais nous rappellerons aussi que par définition, le volontariat, c'est volontaire. Sinon, c'est de l'embrigadement, de l'astreinte et de la réquisition...

C'est pour cela que nous marcherons.

Pour convaincre nos interlocuteurs que la seule réponse réaliste à cette atteinte aux droits des personnes en difficulté est le boycott.